



OGE
**« ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE
DE SALLANCHES »**

ETABLISSEMENT SAINT JOSEPH
ANCIENNE ROUTE IMPERIALE
SAINT MARTIN
74700 SALLANCHES

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2023

GMG Audit | 100 rue Louis Pasteur - Carrefour de la Trousse - 73490 La Ravoire - tél.: +33 (0)4 79 33 18 45 - audit@my-mg.com

SAS au capital de 10 000 € - 404 131 971 RCS Chambéry - NAF 6920Z - Identification TVA FR 06 404 131 971

Crédit Agricole des Savoie - IBAN : FR76 1810 6008 1092 5876 3105 009 - BIC : AGRIFRPP881

Société inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux comptes, rattachée à la CRCC Dauphiné-Savoie

 commissaire



OGE
**« ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE
DE SALLANCHES »**

ETABLISSEMENT SAINT JOSEPH
ANCIENNE ROUTE IMPERIALE
SAINT MARTIN
74700 SALLANCHES

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2023

Ce rapport contient 20 pages

OGEc
« ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE
DE SALLANCHES »

ETABLISSEMENT SAINT JOSEPH
ANCIENNE ROUTE IMPERIALE
SAINT MARTIN
74700 SALLANCHES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2023

Aux membres de l'Association Ogec « Enseignement Catholique de Sallanches »,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Ogec « Enseignement Catholique de Sallanches » relatifs à l'exercice clos le 31 août 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.



Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du (des) commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels concernant la création du Gie Sup' Arve Formations, la décision de retrait dudit Gie, la provision pour dépréciation des titres.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- *Analyse des créances diverses et de leur recouvrement,*
- *Rapprochement des soldes comptables avec les soldes bancaires,*
- *Justification comptable des subventions d'exploitation perçues par votre association.*

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Cluses, le 9 février 2024

GMG AUDIT

Commissaire aux comptes



Benoit PIRAUD

Associé

COMPTE DE BILAN

ACTIF		01/09/2022 - 31/08/2023			01/09/2021-31/08/2022
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
	- Frais d'établissement	-	-	-	-
	- Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
	- Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
	- Concessions, brevets, licences, marques, procédés,	-	-	-	-
	- Fonds commercial	-	-	-	-
	- Autres Immobilisations Incorporelles	33 995	33 995	-	-
	- Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
	- Avances et acomptes sur Immobilisations Incorporel	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	33 995	33 995	-	-
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
	- Terrains	208 487	208 487	-	-
	- Constructions	3 455 971	3 223 027	232 944	273 514
	- Installations techniques, matériel et outillage	2 835 881	2 499 507	336 374	376 641
	- Autres Immobilisation Corporelles	839 043	786 786	52 257	76 202
	- Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
	- Avances et acomptes sur Immobilisations corporelle	-	-	-	-
	- Biens reçus par legs ou donations destinés à être	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 339 382	6 717 808	621 576	726 357
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :				
	- Participations et créances rattachées	40 000	40 000	-	-
	- Autres titres immobilisés	428 639	-	428 639	427 111
	- Prêts	-	-	-	-
	- Autres Immobilisations financières	3 838	-	3 838	2 838
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	472 477	40 000	432 477	428 949
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	7 845 855	6 791 803	1 054 052	1 156 308
A C T I F C I R C U L A N T	STOCKS ET EN-COURS	-	-	-	-
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	9 926	-	9 926	9 926
	CREANCES :				
	- Créances clients, usagers et comptes rattachés	64 455	27 841	36 614	28 050
	- Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
	- Autres	1 003 346	-	1 003 346	1 025 988
	TOTAL CREANCES	1 067 801	27 841	1 039 960	1 054 038
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	-	-	-	-
	INSTRUMENTS DE TRESORERIE	-	-	-	-
	DISPONIBILITES	2 283 627	-	2 283 627	2 398 426
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	73 375	-	73 375	69 023
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	3 434 730	27 841	3 406 889	3 531 413
	FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (III)	-	-	-	-
	PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)	-	-	-	-
	ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)	-	-	-	-
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	11 280 585	6 819 644	4 460 941	4 687 719

COMPTE DE BILAN

ACTIF		01/08/2022 - 31/08/2023		01/08/2021-31/08/2022
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET
F O N D S A S S O C I A T I F S	FONDS PROPRES			
	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE			
	Fonds propres statutaires		-	-
	Fonds propres complémentaires		3 486 690	3 486 690
	TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		3 486 690	3 486 690
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE			
	Fonds propres statutaires		-	-
	Fonds propres complémentaires		-	-
	TOTAL FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		-	-
	ECARTS DE REEVALUTION		-	-
	RESERVES			
	Réserves statutaires ou contractuelles		-	-
	Réserves pour projet de l'entité		-	-
	Autres réserves		-	-
	TOTAL RESERVES		-	-
O V I S I O N	REPORT A NOUVEAU		359 364	249 710
	RESULTAT DE L'EXERCICE		225 276	109 654
	SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)		3 620 779	3 846 055
	Fonds propres consommables		-	-
	Subventions d'investissement		157 904	198 350
	PROVISION REGLEMENTEES		-	-
	TOTAL FONDS PROPRES (I)		3 778 684	4 044 405
	FONDS REPORTEES E DEDIES			
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		-	-
	Fonds dédiés		-	-
	TOTAL FONS REPORTEES ET DEDIES (II)		-	-
O V I S I O N	PROVISIONS			
	Provisions pour risques		-	-
	Provisions pour charges		165 000	147 000
	TOTAL PROVISIONS (III)		165 000	147 000
D E T T E S	DETTES			
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associa		-	-
	Emprunts et dettes auprès des établissements de cr		-	-
	Emprunts et dettes financières diverses		-	-
	Avances et acomptes reçus		-	-
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		174 617	158 362
	Dettes des legs ou donations		-	-
	Dettes fiscales et sociales		147 909	134 037
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		-	-
	Autres dettes		32 350	32 713
	Instruments de trésorerie		-	-
	Produits constatés d'avance		162 381	171 203
	TOTAL DETTES (IV)		517 257	496 315
	Ecart de conversion passif (V)		-	-
	TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV+V)		4 480 941	4 687 718

COMPTE DE RESULTAT

	01/09/2022 - 31/08/2023	01/09/2021 - 31/08/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	0	0
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	50 416	49 538
dont ventes de dons en nature	0	0
Ventes de prestations de service	3 085 000	2 784 536
dont parrainages	0	0
Production stockée	0	0
Production immobilisée et autoconsommée	0	0
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 728 386	1 588 383
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	0	0
Ressources liées à la générosité du public	0	0
Dons manuels	0	0
Mécénats	0	0
Legs, donations et assurances-vie	0	0
Contributions financières	0	0
Reprises sur amortissements, dépréciations, provs	15 191	8 897
Utilisations des fonds dédiés	0	0
Autres produits	9 555	11 509
TOTAL I	4 888 548	4 442 862
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	36 585	37 665
Variation de stock	0	0
Autres achats et charges externes	2 828 991	2 382 051
Aides financières	0	0
Impôts, taxes et versements assimilés	138 186	116 652
Salaires et traitements	1 495 875	1 293 173
Charges sociales	497 555	446 233
Dotations aux amortissements des immobilisations	231 545	232 214
Dotations aux provisions	18 000	10 000
Reports en fonds dédiés	0	0
Autres charges	17 394	7 720
TOTAL II	5 284 132	4 525 707
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-375 584	-82 845
PRODUITS FINANCIERS		
De participations	0	0
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	24 922	5 491
Reprises sur provisions, dépréciations et transfert	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières d	0	0
TOTAL III	24 922	5 491
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations	40 000	0
Intérêts et charges assimilées	0	0
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières	0	0
TOTAL IV	40 000	0

2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-15 078	5 491
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	-390 662	-77 354
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	2 520	4 938
Sur opérations en capital	164 080	173 842
Reprises sur provisions, dépréciations et transfer	0	10 000
TOTAL V	166 600	188 780
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	0	0
Sur opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et	0	0
TOTAL VI	0	0
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	166 600	188 780
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 213	1 772
Total des produits (I + III + V)	5 080 070	4 637 133
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	5 305 345	4 527 479
5 - EXCEDENT OU DEFICIT	-225 276	109 654

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	484 085	453 850
Bénévolat	0	0
TOTAL	484 085	453 850
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	0	0
Mises à disposition gratuite de biens	484 085	453 850
Prestations en nature	0	0
Personnel bénévole	0	0
TOTAL	484 085	453 850

ANNEXE

Exercice du 01/09/2022 au 31/08/2023

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

En septembre 2022, le GIE "SUP'ARVE FORMATIONS" a été créé par 3 membres

- . Association ESCR 74800 LA ROCHE SUR FORON
- . Association ES2C 74300 CLUSES
- . Association ECS 74700 SALLANCHES

avec un capital de 120 000 € réparti également entre les 3 membres sus-mentionnés.

La date de clôture est fixée au 31 août de chaque année.

Par courrier en date du 10 octobre 2023, l'ECS a pris la décision de se retirer du GIE "SUP'ARVE FORMATIONS".

Les comptes de l'ECS tiennent compte d'une provision pour risque financier de 40 000 € correspondant à la dépréciation de la participation de l'ECS.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos au 31 août 2023, d'une durée de 12 mois ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif), et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (Edition 2020).

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes ont été établis dans le respect du principe de prudence et d'indépendance des exercices en présumant la continuité d'exploitation.

Changement de méthode

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

ANNEXE

Exercice du 01/09/2022 au 31/08/2023

Information générales complémentaires

L'application du règlement ANC n° 2018-06 conduit l'inscription de subventions d'investissement en compte 13 formant la rubrique « subventions d'investissement » au passif du bilan.

Une reprise est faite au compte de résultat de la quote part d'amortissement afférent à ces immobilisations subventionnées.

L'équivalent loyer correspond au coût économique de mise à disposition des locaux. Il a été évalué en appliquant un taux de 3 % à la valeur de la reconstruction à neuf, estimée à 15 128 318 €, appliquant un coût moyen de construction de 1 515 € du m² à une surface de 9 983 m². Le montant de l'équivalent loyer pour le site Collège et Lycées s'évalue à 484 085 €.

Le taux de 3 % couvre essentiellement les amortissements, les provisions pour gros entretien et le coût de l'emprunt.

COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIF AU BILAN**Etat des immobilisations**

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	33 995		
Terrains	208 487		
Constructions sur sol d'autrui	616 376		
Installations générales agencements aménagements des constructions	2 839 595		
Installations techniques, Matériel et outillage Industriel	2 781 500		116 719
Installations générales agencements aménagements divers	585 270		
Matériel de transport	12 889		
Matériel de bureau et Informatique, Mobilier	239 564		1 320
TOTAL	7 283 681	0	118 039
Autres titres Immobilisés	427 111		41 528
Prêts, autres immobilisations financières	2 838		1 000
TOTAL	429 949	0	42 528
TOTAL GENERAL	7 747 625	0	160 567

ANNEXE

Exercice du 01/09/2021 au 31/08/2022

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			33 995	33 995
Terrains			208 487	208 487
Constructions sur sol d'autrui			616 376	616 376
Installations générales agencements aménag., constr.			2 839 595	2 839 595
Installations techniques, Matériel et outillage Industriel		62 338	2 835 881	2 835 881
Installations générales agencements aménag. divers			585 270	585 270
Matériel de transport			12 889	12 889
Matériel de bureau et Informatique, Mobilier			240 884	240 884
TOTAL	0	62 338	7 339 382	7 339 382
Autres titres Immobilisés			468 639	468 639
Prêts, autres immobilisations financières			3 838	3 838
TOTAL	0	0	472 477	472 477
TOTAL GENERAL	0	62 338	7 845 854	7 845 854

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres Immobilisations incorporelles TOTAL	33 995			33 995
Terrains	208 487			208 487
Constructions sur sol d'autrui	403 498	14 494		417 992
Installations générales agencements aménag. constr.	2 778 959	26 076		2 805 035
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	2 404 859	156 986	62 338	2 499 507
Installations générales agencements aménag. divers	568 466	7 386		575 852
Matériel de transport	4 067	2 398		6 465
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	188 990	15 481		204 471
TOTAL	6 557 326	222 821	62 338	6 717 809
TOTAL GENERAL	6 591 321	222 821	62 338	6 751 804

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Constructions sur sol d'autrui	14 494				
Instal. générales agenc. aménag. Constr.	26 076				
Instal. Techniques matériel outillage Ind.	156 986				
Instal. Générales agenc. Aménag. Divers	7 386				
Matériel de transport	2 398				
Matériel de bureau informatique mobilier	15 481				
TOTAL	222 821	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	222 821	0	0	0	0

ANNEXE

Exercice du 01/09/2022 au 31/08/2023

Tableau des variations des fonds associatifs

Nature des provisions et des réserves	Montant début d'exercice	Affectation résultats et retraitement	Dotations exercice	Reprise exercice	Montant fin d'exercice
Fonds propres					
Fonds associatifs sans droit de reprise	3 486 690				3 486 690
Réserves :					
Report à nouveau	249 710	109 654			359 364
RESULTAT DE L'EXERCICE	109 654	-109 654	-225 276		-225 276
Autres fonds associatifs					
Fonds associatifs avec droit de reprise :					
Apports					
Subventions d'investissement	198 350	151 579	111 134		157 905
Provisions réglementées	0				0
TOTAL 1	4 044 404	151 579	-114 142	0	3 778 683

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	147 000	18 000			165 000
Autre provisions pour risques et charges					0
TOTAL	147 000	18 000	0	0	165 000
Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	26 523	8 724	7 406	0	27 841
TOTAL	26 523	8 724	7 406	0	27 841
TOTAL GENERAL	173 523	26 724	7 406	0	192 841

ANNEXE

Exercice du 01/09/2022 au 31/08/2023

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	3 838	3 000	838
Clients douteux ou litigieux	27 841	27 841	
Autres créances clients	36 614	36 614	
Personnel et comptes rattachés	443	443	
Autre impôts, taxes et versements assimilés	0	0	
Divers état et atures collectivités publiques	451 848	451 848	
Groupe et associés	367 734	367 734	
Débiteurs divers	183 323	183 323	
Charges constatées d'avance	73 375	73 375	
TOTAL	1 145 016	1 144 178	838

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	174 617	174 617		
Personnel et comptes rattachés	29 109	29 109		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	94 757	94 757		
Autres impôts taxes et assimilés	24 044	24 044		
Autres dettes	32 350	32 350		
Produits constatés d'avance	162 381	162 381		
TOTAL	517 258	517 258	0	0

Autres immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation des biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

ANNEXE

Exercice du 01/09/2022 au 31/08/2023

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 20 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau et info.	Linéaire	1 à 5 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	599 899
Disponibilités	20 450
Total	620 349

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	60 071
Dettes fiscales et sociales	29 090
Total	89 161

ANNEXE

Exercice du 01/09/2022 au 31/08/2023

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	73 375
Total	73 375
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	162 381
Total	162 381

Eléments relevant de plusieurs postes au bilan

Postes du bilan	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou créances représentées par un effet de commerce
	liées	avec lesquelles la société a un lien de participation	
Autres créances	367 734		

COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT**Rémunération des dirigeants**

La rémunération des 3 plus hauts cadres dirigeants salariés ou bénévoles n'est pas communiquée car cela conduirait à donner une rémunération individuelle.

Effectifs moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à la disposition de l'entreprise
Cadres	10	
Agents de maîtrise et techniciens	6	
Employés	29	
Total	45	

ANNEXE

Exercice du 01/09/2022 au 31/08/2023

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Engagements financiers

Engagements donnés

Autres engagements :		350 000
Nantissement BANQUE LAYDERNIER	350 000	
Total (1)		350 000
(1) Dont concernant les filiales		350 000

Nantissement d'un compte bancaire de 350 000 € souscrit auprès de la Banque Laydernier par l'association pour garantir un prêt contracté par la SCI CTMB. Nantissement prévu pour toute la durée du prêt soit jusqu'au 26/09/2036.

Engagements reçus

Engagements en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagement de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. La date de départ est fixée selon les conditions légales. Le taux moyen de progression des salaires est de 3 %. Le taux obligataire est fixé à 3 %.

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
ENSEMBLE DU PERSONNEL		165 000
Engagement total		165 000

Hypothèses de calculs retenues

ANNEXE

Exercice du 01/09/2022 au 31/08/2023

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Produits et charges exceptionnels

(Arrêté du 27 avril 1982)

Nature	Montant	Imputé au compte
Produits exceptionnels		
. Quote part subv. virés au résultat TA	46 239	777 810
. Contributions volontaires	2 482	771 600
. Rentrées sur créances amorties	38	771 400
. Quotes parts subv. virée au résultat	35 166	777 880
. Départements subvention Falloux	82 675	777 883
Total	166 600	

[illegible][illegible]

ANNEXE

VARIATION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

	Subvention à la clôture 31/08/2022	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/08/2023
Subventions d'investissement				
Subvention d'équipement	1 403 815	40 960	70 174	1 374 600
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	1 403 815	40 960	70 174	1 374 600
Quotes-parts virées au compte de résultat	1 205 465	81 405	70 174	1 216 696

CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres
Concours publics et subventions					
Concours publics		533 932	1 018 453		
subvention d'exploitation		82 634	81 679	11 687	
subvention d'investissement			40 960		
TOTAL	0	616 566	1 141 092	11 687	0

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés "concours publics" et comptabilisés en compte 73.

Les concours publics comprennent :

- . Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions
- . Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur

Le mise en œuvre de cette nouvelle notion a entraîné la reclassification en "concours publics" d'une partie des produits antérieurement classés dans d'autres rubriques, notamment les forfaits d'externat.

Le tableau ci-dessous présente les principaux reclassements de produits en "concours publics"

Nature de produits	Classement comptable 2020/2021	Classement comptable 2019/2020
Forfait d'externat	Concours publics	Ventes de prestations de services
Financement des formations par apprentissage	Concours publics (OPCO)	subventions (régions)
Taxe apprentissage	Concours publics (solde 13%)	subventions (quota et hors quota)
Aides à l'emploi	Concours publics	autres produits